
**EXPORTATION DE
MARCHANDISES
MILITAIRES
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL
1996**



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029339 0

Annual report export of
military goods from Canada

**EXPORTATION DE
MARCHANDISES
MILITAIRES
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL
1996**

Novembre 1997

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Internet : http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/epd_homf.htm

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
Politique de sécurité et contrôle des armements	1
La politique de contrôle des exportations et sa mise en application.....	3
Statistiques sur les exportations militaires	5
Rapport annuel de 1996.....	6
NOTES SUR LA MÉTHODOLOGIE	8
TABLEAUX ET GRAPHIQUES	9
Tableau 1 Ventilation des exportations de marchandises militaires selon les catégories de sécurité et de revenu (PNB) par habitant.....	9
Graphique 1 Exportations de marchandises militaires par pays de destination	10
Tableau 2 Exportations de marchandises militaires par pays de destination	11
Tableau 3 Exportations de marchandises militaires par pays de destination et groupement de composantes	15
Tableau 4 Exportations de marchandises militaires par numéro d'article de la LMEC	32
ANNEXES	33
Annexe 1 Liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA).....	33
Annexe 2 Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar (EW).....	34
Annexe 3 Description du Groupe 2 (matériel de guerre)	35

AVANT-PROPOS

Politique de sécurité et contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada. En fait, elle constitue l'un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada a pour politique de reconnaître le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations unies. Il estime par contre que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une transparence plus grande du commerce des armes classiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie le présent Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada depuis sept ans, soit depuis 1990. Depuis ses débuts, le rapport annuel du Canada a été un modèle d'exhaustivité qui, espérons-nous, constituera pour les autres pays un exemple à suivre.

Nous avons milité en faveur de la création du Registre des armes classiques des Nations unies (ONU) en 1991 et nous étions parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons soutenu son expansion continue par notre participation aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des Nations unies convoqué par le Secrétaire général en 1994 et en 1997. Plus de 90 pays fournissent maintenant chaque année de l'information au Registre qui consigne des données relatives aux importations et exportations concernant sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. En tout, 136 pays ont fait parvenir des données pour au moins une année. Le Canada fait partie d'un nombre croissant de pays qui communiquent aussi volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Ces données sont en sus du minimum exigé par l'ONU. Par l'entremise du Groupe d'experts, le Canada s'efforce de renforcer le rôle du Registre en incitant les autres pays à transmettre eux aussi ces données, et à améliorer à d'autres égards leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement de base pertinent.

Outre avoir cherché aux Nations unies à améliorer et à enrichir le Registre, le Canada a joué un rôle de premier plan en encourageant le dialogue parmi les organisations régionales sur les données soumises au Registre. Nous espérons que ces discussions feront connaître les raisons sous-jacentes aux achats d'armes militaires, accroîtront la

confiance et favoriseront une diminution des dépenses consacrées aux armements. Un tel dialogue pourrait aussi déboucher sur la création de registres régionaux répondant aux préoccupations et aux conditions spécifiques à chaque région comme l'Europe, les Amériques, l'Afrique et l'Asie-Pacifique.

Le problème des mines terrestres fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Le Canada a une approche en deux volets.

Premièrement, nous oeuvrons activement en faveur d'une interdiction générale des mines terrestres antipersonnel. Depuis qu'il a annoncé, en janvier 1996, un moratoire sur la production, l'exportation et l'utilisation opérationnelle (sauf à des fins de formation) des mines terrestres antipersonnel, le Canada est le chef de file international de la campagne visant à éliminer ces instruments de guerre et de souffrance. Le Canada s'est fait l'ardent défenseur d'une convention internationale interdisant la production, le transfert, le stockage et l'emploi de mines terrestres antipersonnel. En moins de 12 mois, la communauté internationale a réalisé l'objectif sans précédent de concrétiser l'idée d'un traité interdisant les mines terrestres. Le texte final de la « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction » a été officiellement accepté par le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, le 26 septembre, à la suite d'une dernière série de négociations. Le traité a été ouvert à la signature à une conférence qui s'est tenue du 2 au 4 décembre à Ottawa. Environ 100 pays devraient être présents et signer le traité.

Deuxièmement, nous sommes en voie de ratifier les protocoles II et IV de la convention internationale qui régleme l'utilisation des mines terrestres — la Convention sur certaines armes classiques. Cet instrument demeure important, surtout pour les pays qui ne désirent pas encore signer le Traité d'Ottawa.

Le Canada a joué un rôle prépondérant dans l'obtention de la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Canada s'efforce de persuader d'autres pays de ratifier le traité afin qu'il puisse entrer en vigueur sans tarder. Ayant ratifié la Convention sur les armes chimiques en septembre 1995, le Canada a maintenant institué une Autorité nationale au MAECI qui servira de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye.

Le Canada s'inquiète que la trop grande ampleur des dépenses militaires dans les pays en développement ne réduise les maigres ressources publiques servant à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Le Canada ne peut agir efficacement seul. Il s'efforcera donc de résoudre cette question au niveau des institutions multilatérales de concert avec des partenaires du développement et des nations ayant une optique commune. En mars 1997, le Canada a coparrainé et organisé, avec le comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un symposium d'experts provenant de pays en développement et de pays donateurs, d'institutions financières internationales ainsi que de l'ONU sur le sujet des dépenses militaires dans les pays en développement. Le symposium a cerné certains

secteurs clés qui devront être examinés plus en profondeur au niveau multilatéral relativement à cette question complexe.

Le Canada cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement. Le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation d'armes à feu, surtout pour les armes automatiques qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de pays avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques) sont énumérés à l'annexe 1.

Le Canada a joué un rôle actif au sein de plusieurs tribunes dont l'ONU, l'Organisation des États américains (OEA) et le P-8 (groupe de huit pays qui participent au Sommet économique annuel) pour promouvoir des initiatives internationales visant à régler certains aspects de ce problème. Par exemple, il a détaché un spécialiste auprès du Groupe d'experts gouvernementaux des Nations unies sur les armes légères qui se penche sur le problème du désarmement des combattants après la fin des hostilités (voir l'étude de janvier 1997 du Ministère portant sur les armes légères et le micro-désarmement). Il a aussi travaillé activement à mettre en place, au niveau de l'OEA, une convention efficace et applicable sur le trafic illicite des armes légères. Il a présidé les travaux de l'OEA d'élaboration de règlements modèles sur l'importation-exportation régissant les transferts d'armes légères.

Le Canada cherche aussi à favoriser une transparence et une responsabilité accrues en ce qui a trait au commerce des armes classiques. Le pivot de cette activité est l'Entente de Wassenaar, entente conclue par un groupe de pays, formé en 1996, qui cherche à assurer la sécurité et la paix régionales et internationales en prévenant les accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et de matériel à double usage. Le Canada est l'un des membres fondateurs de ce groupe qui compte actuellement quelque 33 pays.

La politique de contrôle des exportations et sa mise en application

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus globaux du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Le Canada tire sa définition de « marchandise militaire », comme il est tenu de le faire, de la Liste internationale de matériel de guerre, dressée et tenue à jour par l'entremise de l'Entente de Wassenaar à laquelle il est partie. Le Canada a adopté cette liste comme sa liste de contrôle officielle, contenue dans la législation canadienne dans la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (matériel de guerre). Elle englobe les marchandises « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». La liste de Wassenaar (et par extension, celle du Canada), ne contient pas les biens civils pouvant être vendus à des fins d'utilisation militaire (par exemple, des bottes ou des pneus), mais, le Groupe 1 de la LMEC (marchandises à double usage) contient des types de produits stratégiquement importants.

La liste du matériel de guerre englobe les exportations de tous les biens satisfaisant à la définition de Wassenaar (comme un pistolet de compétition, un fusil de chasse ou une radio renforcée) peu importe que l'utilisateur final soit un militaire ou un membre du gouvernement, ou non.

En vertu des lignes directrices actuelles sur la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans des hostilités ou qui risquent sous peu de l'être;
- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations unies;
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires jugées offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation, sont soumises à la décision du ministre des Affaires étrangères. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si l'une des conditions mentionnées plus haut s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, cependant, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI (entre spécialistes des droits de la personne, de la défense et de l'industrie), avec le ministère de la Défense nationale, avec Industrie Canada et, au besoin, avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et en matière de défense du Canada avec le pays destinataire, la paix et la stabilité dans la région, notamment les conflits civils, et la situation au plan des droits de la personne, dont les tendances qui se dessinent (c.-à-d. si la situation montre des signes d'amélioration, ou si elle se détériore).

Lors de l'étude d'une demande de licence d'exportation, plusieurs points sont soigneusement pris en considération. Par exemple, en juin 1996, le ministre des Affaires étrangères, l'honorable Lloyd Axworthy, a donné les directives suivantes au Ministère :

- effectuer des analyses plus rigoureuses des questions de sécurité et des risques d'hostilités, en tenant compte : a) de la stabilité de la région et des relations au chapitre de la sécurité, b) des relations entre États voisins et c) des conflits internes comme les guerres civiles;

- interpréter de façon plus stricte le critère des droits de la personne, notamment, la nécessité accrue d'obtenir des assurances quant à l'utilisation finale, de façon à réduire au minimum le risque que du matériel canadien ne tombe aux mains de personnes qui risqueraient de s'en servir pour enfreindre les droits de la personne;
- appliquer des contrôles plus stricts en ce qui a trait aux armes à feu, notamment en considérant les lois et les pratiques régissant le contrôle des armes dans les pays destinataires pour être certains que les armes à feu canadiennes ne fassent pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre ou la violence.

Statistiques sur les exportations militaires

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports trimestriels présentés par les exportateurs sur leurs expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI). Ces rapports indiquent le pays de destination, la valeur des marchandises et leur description. Les renseignements comme la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateur et destinataire et les détails de la transaction sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport. Avec la collaboration de l'ensemble des exportateurs, le rapport de cette année a été étoffé pour décrire les utilisations et les types généraux de marchandises.

Depuis l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, une politique stipule qu'il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter des marchandises du Groupe 2 vers les États-Unis. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport. Nous recueillons toutefois des données sur les exportations aux forces armées américaines et nous évaluons actuellement la possibilité de recueillir d'autres données à des fins d'information et de surveillance.

Certaines statistiques provenant d'autres sources, comme Statistique Canada, peuvent englober des biens non militaires comme des rations alimentaires, des ordinateurs commerciaux, des aéronefs civils ou d'autres articles civils vendus à des militaires. Comme il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'article de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

Pour ce qui est des statistiques sur les échanges de marchandises militaires dans le monde, la norme reconnue à l'échelle internationale est le Registre des armes classiques des Nations unies, qui est publié chaque année. Il n'existe pas d'autre source complète de données sur le commerce international des marchandises militaires. Selon le Registre, le Canada occupe moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes. En fait, les exportations canadiennes de marchandises militaires sont composées surtout de pièces et composants et d'un vaste éventail de systèmes non létaux comme des systèmes de radar, des simulateurs de vol et des logiciels à usage militaire.

Rapport annuel de 1996

Au cours de la dernière année, nous avons procédé à une évaluation interne de notre politique à l'égard de l'exportation de matériel militaire. Elle a, entre autres, conclu au besoin d'une plus grande transparence du processus d'évaluation des demandes de licences. Elle a conclu également que le Rapport annuel devrait contenir plus d'information sur les exportations de marchandises militaires. Par conséquent, le rapport de 1996 a été modifié en profondeur. Ce changement reflète les améliorations apportées par le Ministère à la façon dont il présente l'information, par suite des vastes consultations qu'il a menées tant à l'intérieur du gouvernement qu'auprès de divers groupes de l'extérieur. La nouvelle présentation offre plus de détails que par le passé et brosse un meilleur tableau des échanges commerciaux du Canada en matière de défense, tout en protégeant l'information commerciale délicate fournie au MAECI sur certaines transactions, dans un milieu hautement compétitif.

Dans le tableau 3, chaque catégorie de la LMEC est maintenant subdivisée en trois sous-catégories : systèmes d'armes complets, armes à feu et munitions; systèmes de soutien; pièces et composants. La catégorie des systèmes d'armes comprend des articles comme les véhicules blindés légers (VBL) ou les munitions d'artillerie ainsi que les armes à feu; la catégorie des systèmes de soutien englobe une grande diversité de matériel de soutien non létaux comme des simulateurs, bouées sonores, radiodétecteurs et radios; la dernière catégorie est formée des pièces et composants des deux autres catégories. De plus, une nouvelle colonne décrit sommairement la nature des marchandises.

Les tableaux et annexes sont présentés comme par les années précédentes. Le tableau 1 répartit les exportations de marchandises militaires par destination, selon les catégories de sécurité et de revenu. Le tableau 2 présente une ventilation des exportations de marchandises militaires par destination et donne les chiffres pour 1995 à titre de comparaison. Le tableau 3 précise le type de marchandises militaires exportées dans chaque pays. Enfin, le tableau 4 donne la valeur globale des exportations dans le monde pour chaque catégorie de la LMEC. Les pays de l'OTAN et de la LPDAA sont énumérés à l'annexe 1; les catégories de la LMEC dont il est question dans le présent rapport sont décrites à l'annexe 2. L'annexe 3 contient la liste des membres actuels de l'Entente de Wassenaar.

Divers éléments du Rapport annuel de 1996 méritent une attention particulière. La valeur des exportations de marchandises militaires s'est chiffrée à 459 millions de dollars en 1996, ce qui constitue une légère baisse par rapport au chiffre corrigé (tenant compte des données reçues tardivement) de 463 millions de dollars en 1995. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA1 ont été les destinataires de la majeure partie — 81,5 p. 100 cette année — des exportations de marchandises militaires du Canada. La valeur de 18,5 p. 100 dans le cas des autres pays, est plus grande qu'en 1995. Les pays à revenus élevés (selon le PNB par habitant) ont été les destinataires de 85,5 p. 100 des ventes de matériel militaire, 1,7 p. 100 seulement allant aux pays à faibles revenus.

Les exportations du Canada étant très modestes par rapport à celles du reste du monde dans un secteur où l'on vend des articles à très grande échelle, chaque transaction influe de façon disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations d'une année à l'autre reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux grands contrats. Par exemple, les ventes à l'Australie, à la Corée et à la Malaisie cette année reflétaient la vente de quelques articles importants en 1995, tandis que les ventes à la Grande-Bretagne, au Danemark, aux Pays-Bas, à l'Arabie Saoudite et à Taïwan reflètent des ventes conclues finalement en 1996. En 1996, pas moins de 44 p. 100 de toutes les exportations signalées avaient trait à deux contrats de vente de véhicules blindés légers (VBL) à l'Australie et à l'Arabie Saoudite. Ces deux ventes représentaient 75 p. 100 de tous les transferts dans les colonnes « systèmes d'armes » du tableau 3. Par conséquent, il convient de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Avant même que nous ne modifions sa présentation, le Rapport annuel du Canada établissait la norme internationale quant à la transparence des données fournies sur les exportations de marchandises militaires. Nous croyons que les révisions qui y ont été apportées permettront de mieux saisir la nature des exportations de matériel militaire du Canada.

NOTES SUR LA MÉTHODOLOGIE

Les statistiques contenues dans ce septième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter en ce qui concerne les tableaux statistiques :

1. Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
2. La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence. Le rapport annuel repose sur cette information. Chaque permis devant faire l'objet de rapports par son détenteur, nous avons en main des données plus précises que par les années passées.
3. Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ce groupe ont été légèrement révisées de manière à donner plus de détails au lecteur en utilisant une terminologie acceptée à l'échelle internationale.
4. Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 1995 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 1995.

TABLEAU 1
VENTILATION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES SELON
LES CATÉGORIES DE SÉCURITÉ ET DE REVENU (PNB) PAR HABITANT
 Statistiques du 01/01/96 au 31/12/96

DESTINATION ¹	VALUEUR DES EXPORTATIONS (\$CAN)	
	1996	%
OTAN (sauf É.-U.) ²	140 508 848	30,58
LPDAA (sauf l'OTAN et É.-U.)	233 834 216	50,90
Autres pays	85 070 500	18,52
TOTAL	459 413 564	100,00
Pays à revenus élevés ³ (PNB par habitant de plus de 6 000 \$)	392 575 551	85,45
Pays à revenus intermédiaires ³ (PNB par habitant de 650 \$ à 6 000 \$)	58 911 621	12,82
Pays à faibles revenus ³ (PNB par habitant inférieur à 650 \$)	7 926 392	1,73
TOTAL	459 413 564	100,00

1 La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.

2 Aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) aux États-Unis.

3 Statistiques et catégories tirées du rapport de 1994 du PNUD sur le développement humain.

GRAPHIQUE 1

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR PAYS DE DESTINATION

Statistiques du 01/01/96 au 31/12/96

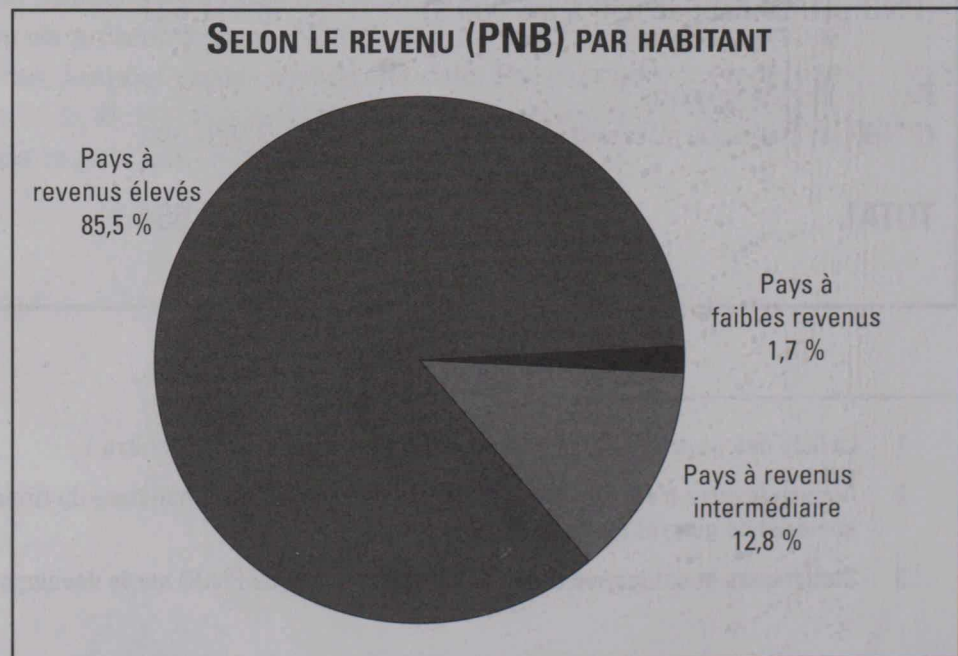
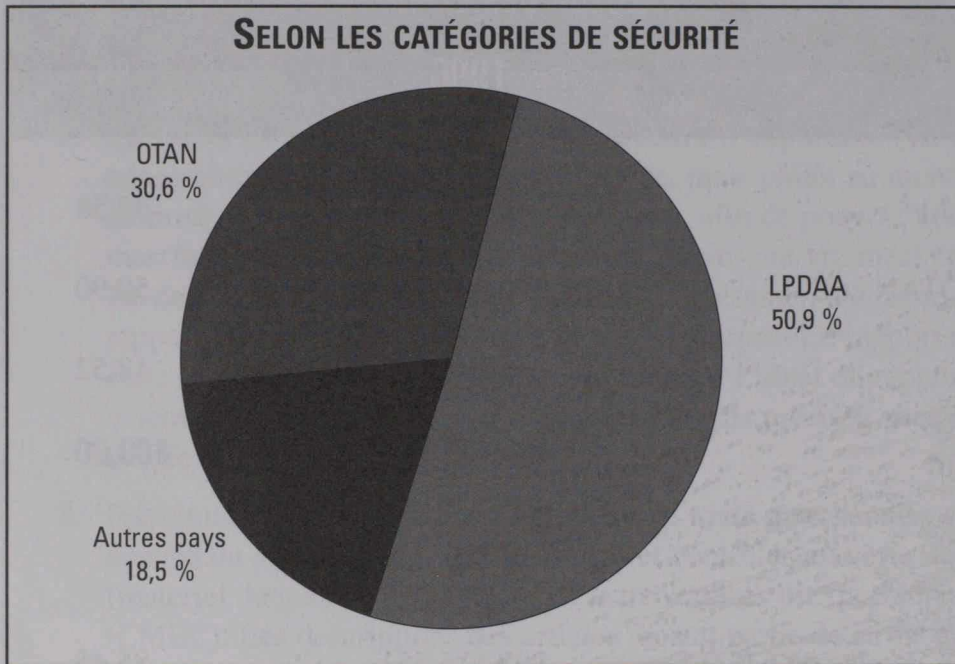


TABLEAU 2 :
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR PAYS DE DESTINATION
 Statistiques du 01/01/95 au 31/12/96

	VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)	
	1995	1996
Afrique du Sud	813 807	180 123
Algérie	0	45 442
Allemagne	15 318 168	9 600 675
Andorre	27 760	2 694
Arabie Saoudite	168 914 939	195 303 965
Argentine	274 120	9 598
Australie	100 211 359	31 545 720
Autriche	142 452	1 002 768
Bahreïn	184	25 928
Bangladesh	1 389 665	81 810
Barbade	0	700
Bélarus	16 177	0
Belgique	4 486 154	4 377 008
Bermudes	386	50 000
Bolivie	0	79 908
Botswana	4 280 000	20 952 471
Brésil	1 035 794	1 437 591
Brunei	0	255 273
Bulgarie	26 414	190
Burkina-Faso	0	28 059
Chili	201 642	753 870
Chine, République de	7 316	149 941
Chypre	0	900
Corée, République de	12 236 460	4 599 463
Costa Rica	66 113	19 961

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)

1995

1996

Côte d'Ivoire	0	200
Danemark	9 080 962	13 970 128
Égypte	767 130	785 161
Émirats Arabes Unis	538 142	24 504
Équateur	390 672	0
Espagne	7 068 051	574 314
Estonie	7 561	5 350
Éthiopie	30 335	40 786
Fidji	0	4 137
Finlande	703 133	2 563 600
France	12 553 689	8 291 743
Gabon	0	534
Grèce	1 340 420	879 050
Groenland	115 315	11 779
Guadeloupe	0	600
Guyane	1 349	2 625
Hong Kong	95 994	73 469
Hongrie	549	19 365
Inde	883 715	2 440 177
Indonésie	0	1 658 426
Irlande	927 572	368 668
Islande	359	0
Israël	45 110	510 733
Italie	3 143 141	3 906 637
Japon	2 682 594	1 492 819
Jordanie	1 098 919	1 160 184
Kenya	142 293	82 848
Koweït	16 945	542 325
Lettonie	3 780	0

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)

	1995	1996
Liban	600	1 177
Luxembourg	810 505	2 914 000
Macao	1 750	1 560
Madagascar	0	200
Malaisie	24 711 401	18 231 512
Maroc	37 836	232 400
Mexique	55 573	304 818
Namibie	0	3 248
Norvège	9 310 210	12 414 397
Nouvelle-Zélande	740 413	137 533
Oman	1 627 150	896 488
Pakistan	3 498 789	2 569 082
Paraguay	57 848	360 678
Pays-Bas	29 171 361	31 041 709
Pérou	217 000	9 979
Philippines	447 999	2 940 826
Pologne	3 768	8 684
Portugal	2 132 926	2 443 955
République centrafricaine	0	1 805
République tchèque	92 884	70 905
Roumanie	599	2 810
Royaume-Uni	22 561 346	44 097 859
Russie	86 370	12 490
Saint-Vincent-et-Les-Grenadines	0	850
Singapour	1 041 832	1 062 644
Slovaquie	54 750	43 445
Slovénie	0	3 347
Sri Lanka	169 860	31 500
Suède	6 421 419	6 984 531

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)

	1995	1996
Suisse	440 043	839 684
Taiwan	3 951 611	9 631 889
Tanzanie	1 987	4 040
Thaïlande	1 946 039	4 814 385
Tunisie	65 548	0
Turquie	2 380 334	5 989 711
Ukraine	3 500	8 085
Uruguay	65 164	0
Venezuela	366 342	723 686
Viêt-Nam	0	18 850
Zaire	750	0
Zambie	8 258	3 057
Zimbabwe	959 850	641 525
TOTAL	464 530 255	459 413 564

TABLEAU 3
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES
PAR PAYS DE DESTINATION ET GROUPEMENT DE COMPOSANTES
 Statistiques du 01/01/96 au 31/12/96

DESTINATION N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)			OBSERVATIONS
	SYSTÈMES D'ARMES ET MUNITIONS	SYSTÈMES DE SOUTIEN	PIÈCE	
AFRIQUE DU SUD				
2001	178 623			armes à feu et pièces
2004	1 500			roquettes et pièces
ALGÉRIE				
2014			45 442	pièces de simulateur
ALLEMAGNE				
2001	1 759 876		54 039	armes à feu et pièces
2003	71 744			munitions
2005		556 443	6 638	système de conduite de tir et pièces
2006			86 258	pièces de véhicule à chenilles
2009		2 666		équipement de détection sous-marine
2010		954 427	384 734	enregistreurs de données, équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011		2 257 758	699 392	équipements et pièces électroniques
2013		30 303		combinaisons pour enlèvement de bombes
2014			2 736 397	pièces de simulateur
ANDORRE				
2001	2 694			armes à feu

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES			
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	SYSTÈMES DE SOUTIEN	PIÈCE	OBSERVATIONS
ARABIE SAOUDITE				
2001	2 510			armes à feu
2003	699			munitions de gros calibre
2006	175 203 476		3 509 807	VBL et pièces
2010			9 151 547	pièces d'aéronef
2011		3 135 676		radios
2014		4 294 663	5 587	cibles, pièces
ARGENTINE				
2001	7 674		1 924	armes à feu et pièces
AUSTRALIE				
2001	264 993		17 125	armes à feu et pièces
2003	21 550			munitions
2004			9 800	pièces de roquette
2006	27 055 105		1 023 307	VBL, pièces
2009			279 580	pièces de navire et de sonar
2010			1 229 858	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011		886 285	380 853	équipement et pièces pour ASM; pièces de radio
2013		67 693		combinaisons pour enlèvement de bombes
2014			222 835	pièces de simulateur
2018			33 146	technologie de ASM
2024			53 590	logiciels pour radars
AUTRICHE				
2001	68 249		3 263	armes à feu
2003	820 000			munitions
2007		111 256		équipement de protection pour GC

BAHREÏN

2010		19 704	pièces d'aéronef
2011		6 224	pièces de radar

BANGLADESH

2001	600		armes à feu
2009		18 160	pièces de sonar pour navire
2011		63 050	pièces de sonar

BARBADE

2001	700		armes à feu
------	-----	--	-------------

BELGIQUE

2001	96 077	40 175	armes à feu et pièces
2003	2 210 601		munitions
2005		7 846	matériel de conduite de tir
2008		2 193	agent propulsif
2010		1 171 286	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011		658 746	pièces de radar
2013	119 516		combinaisons pour enlèvement de bombes
2014		70 538	pièces de simulateur
2017		30	pièces de scaphandre autonome

BERMUDES

2007		50 000	pièces de masque à gaz
------	--	--------	------------------------

BOLIVIE

2010		79 908	pièces d'aéronef
------	--	--------	------------------

BOTSWANA

2010	20 952 471		aéronefs
------	------------	--	----------

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES	SYSTÈMES	PIÈCE	OBSERVATIONS
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	DE SOUTIEN		
BRÉSIL				
2003			200	pièces de munitions
2010			1 437 391	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
BRUNEI				
2010			255 273	pièces d'aéronef
BULGARIE				
2001	190			armes à feu
BURKINA FASO				
2001	28 059			munitions d'armes à feu
CHILI				
2001	19 901		1 057	armes à feu
2010			541 952	pièces d'aéronef
2014		190 960		cibles aériennes
CHINE POPULAIRE				
2011			149 939	pièces de radar
CHYPRE				
2001	900			armes à feu
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE				
2005			1 831 466	pièces de système de conduite de tir
2006			338 745	pièces de char
2009		97 412		système de surveillance pour navire
2010		16 000	177 696	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef

CORÉE, RÉPUBLIQUE DE (SUITE)

2011	1 409 373	14 247	système de conditionnement d'air, radios et pièces d'aéronef
2013	701 523		tenue de protection
2015	13 000		équipement de vision de nuit

COSTA RICA

2001	19 413	548	armes à feu et pièces
------	--------	-----	-----------------------

CÔTE D'IVOIRE

2001	200		armes à feu
------	-----	--	-------------

DANEMARK

2001	1 226 097	4 542 764	armes à feu et pièces
2003	3 711 407	1 134 518	munitions et pièces de gros calibre
2006		28 690	pièces de TTB et de char
2007		1 350 009	pièces de masque à gaz
2008		150	échantillons d'agent propulsif
2009		88 381	plaquettes de circuits, pièces de sonar de navire
2010		469 959	pièces d'aéronef
2011	900 000	512 155	sonars et pièces
2013		6 000	pièces de tenue de protection

ÉGYPTE

2003		30 450	pièces de grosses munitions
2006		14 756	pièces d'équipement de servitude au sol
2010		732 541	pièces d'aéronef
2013	7 414		combinaisons pour enlèvement de bombes

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES			
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	SYSTÈMES DE SOUTIEN	PIÈCE	OBSERVATIONS
ÉMIRATS ARABES UNIS				
2001	24 444			armes à feu
2003	60			munitions
ESPAGNE				
2001	12 348			armes à feu
2006			45 636	pièces de char
2010			352 678	pièces d'aéronef
2011			149 782	pièces de radar
2013		13 870		tenue de protection
ESTONIE				
2001	5 350			armes à feu
ÉTHIOPIE				
2010			40 786	pièces d'aéronef
FIDJI				
2003	4 137			munitions
FINLANDE				
2001	17 540		1 512	armes à feu et pièces
2010			2 186 575	pièces d'aéronef
2011			334 348	avionique
2013		23 625		combinaisons pour enlèvement de bombes
FRANCE				
2001	187 075			armes à feu
2003	1 928 114			munitions
2004			1 321 674	pièces de drone
2005			94 712	pièces de capteur
2008			44 462	agent propulsif

FRANCE (SUITE)

2009	3 025 778		équipement de détection sous-marine
2010		186 376	pièces d'aéronef
2011		1 209 982	pièces électroniques pour navires et aéronefs
2013	54 138		combinaisons pour enlèvement de bombes
2015		239 432	pièces pour appareils de vision nocturne

GABON

2001	458	37	armes à feu, pièces
2003	39		munitions

GRÈCE

2001	14 427		armes à feu
2006		31 739	pièces de TTB
2008	10 675		explosifs
2010		135 500	ordinateur d'aéronef et pièces
2011		389 390	équipements et pièces électroniques
2013		63 486	combinaisons pour enlèvement de bombes
2015		190 000	équipement de vision de nuit

GROENLAND

2001	9 261		armes à feu
2003	1 880		munitions
2011		638	pièces de radar

GUADELOUPE

2001	600		armes à feu
------	-----	--	-------------

GUYANE

2001	2 625		armes à feu
------	-------	--	-------------

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES	SYSTÈMES		
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	DE SOUTIEN	PIÈCE	OBSERVATIONS
HONG KONG				
2001	73 369			armes à feu et munitions
2003	100			munitions
HONGRIE				
2001	1 765			armes à feu
2013		17 600		tenu de protection
INDE				
2001	1 000			armes à feu
2009		1 813 127		bateau destiné au dépeçage; sonars
2013		606 050		combinaisons pour enlèvement de bombes
2017		20 000		système CME
INDONÉSIE				
2010		1 658 426		équipement ayant trait à l'aviation, pièces d'aéronef
IRLANDE				
2011		339 520		systèmes radar
2013		29 148		combinaisons pour enlèvement de bombes
ISRAËL				
2001	3 950			armes à feu
2003	1 406			munitions
2006			2 662	pièces de TTB
2009		12 519	37 725	capteurs navals et pièces
2010			452 471	pièces d'aéronef

ITALIE

2001	388 949		armes à feu
2002		18 000	plaquettes de circuits
2005		292 205	pièces de canon naval
2006	250 000		système radar
2009	427 184		bouées acoustiques
2010		752 528	pièces d'aéronef
2011	842 349	529 575	équipement radio et pièces
2014	325 000	80 847	simulateur et pièces

JAPON

2003	109 320	876 044	munitions de gros calibre
2005		54 171	pièces de système de conduite de tir
2009		626	pièces de bouée acoustique
2010	122 382	8 155	équipement et pièces d'aéronef
2011	93 654	24 284	matériel et pièces de navigation
2013	36 618		combinaisons pour enlèvement de bombes
2014		17 540	pièces de capteur
2017		25	pièces de scaphandre autonome
2024	150 000		logiciels vidéo

JORDANIE

2006		1 583	pièces d'équipement de servitude au sol
2010		248 908	pièces d'aéronef
2011		550	pièces de réservoir d'air
2018	909 143		logiciels d'aéronef

KENYA

2010		82 848	pièces d'aéronef
------	--	--------	------------------

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES	SYSTÈMES	PIÈCE	OBSERVATIONS
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	DE SOUTIEN		
KOWEÏT				
2003	24 300			munitions
2007			7 960	pièces de masque à gaz
2010			121 835	pièces d'aéronef
2011		388 230		radios
LIBAN				
2010			1 177	pièces d'aéronef
LUXEMBOURG				
2001	52 862		69 056	armes à feu et pièces
2006		147 100	220 650	pièces de TTB
2010			2 122 520	pièces d'aéronef
2011		301 812		antennes
MACAO				
2003	1 560			munitions
MADAGASCAR				
2001	200			armes à feu
MALAISIE				
2004	488 580			roquettes
2010			9 466 494	pièces d'aéronef
2011			144 039	pièces électroniques
2014		8 132 397		simulateur
2018			2	données techniques
MAROC				
2014			232 400	pièces de simulateur
MEXIQUE				
2003	299 927			munitions
2007			4 891	pièces de masque à gaz

NAMIBIE

2001	3 152	96	armes à feu et pièces
------	-------	----	-----------------------

NORVÈGE

2001	93 780	1 339	armes à feu et pièces
2003	1 390 727	248 659	munitions et pièces
2004	36 200	2 980	roquettes et pièces
2006		31 706	pièces de TTB
2007		129 600	pièces de masque à gaz
2009	1 081 157		bouées acoustiques
2010		7 685 448	pièces d'aéronef
2014		850	équipement d'instruction
2017	1 711 951		équipement de scaphandre autonome

NOUVELLE-ZÉLANDE

2001	16 405	1 224	armes à feu et pièces
2003	1 620		munitions de gros calibre
2005		6 960	pièces pour équipement de conduite de tir
2010		54 556	pièces d'aéronef
2011	26 560		ordinateur réglant la vitesse de vol, régulateur de tension
2013	30 050		combinaisons pour enlèvement de bombes
2017		158	pièces de scaphandre autonome

OMAN

2003	11 163		munitions
2010		885 324	pièces pour l'aviation
2018		1	données techniques

PAKISTAN

2001		115	pièces d'armes à feu
2005	951 855		système de conduite de tir
2011	1 617 112		radios

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES	SYSTÈMES	PIÈCE	OBSERVATIONS
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	DE SOUTIEN		
PARAGUAY				
2013		360 678		tenue de protection, casques
PAYS-BAS				
2001	13 378 957		4 633 121	armes à feu et pièces
2002	14 341			lance-grenades
2003	5 789 989		120	munitions et pièces de gros calibre
2004			69 254	pièces de lance-missiles
2005		112 450	3 959 786	systèmes radar, systèmes de conduite de tir, pièces
2006		27 426		compresseur
2007			1 527 068	pièces de masque à gaz
2008			82 060	agent propulsif
2010			437 091	pièces d'aéronef
2011		1 200	2 666	système CME et pièces
2014		793 547	15 311	équipement d'instruction et pièces
2015		197 322		imageurs thermiques
PÉROU				
2013		9 979		tenue de protection
PHILIPPINES				
2001	143 454			armes à feu
2003			428 722	munitions de gros calibre et pièces
2008			1 508 650	agent propulsif
2010			860 000	pièces d'aéronef
POLOGNE				
2001	460			armes à feu
2013		8 224		combinaisons pour enlèvement de bombes

PORTUGAL

2001	17 043		armes à feu
2004	1 575 800	28 890	roquettes et pièces
2009	459 000		bouées acoustiques
2010	34 460		radiophares
2011	314 624	5 248	sonars et matériel
2013	8 890		Doppler, pièces combinaisons pour enlèvement de bombes

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

2001	1 805		armes à feu
------	-------	--	-------------

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2001	22 100		armes à feu
2010		3 216	pièces d'aéronef
2013	45 589		combinaisons pour enlèvement de bombes

ROUMANIE

2001	2 810		armes à feu
------	-------	--	-------------

ROYAUME-UNI

2001	387 449		armes à feu
2003	5 542 688	1 407 845	munitions et composants de gros calibre
2004	4 248 817	3 055 110	roquettes et pièces
2005	583 388	15 000	optique
2006	12 931 271	35 100	système de conduite de tir
2009	4 024 028	1 126 409	système de détection sous-marine, pièces de navire
2010		2 740 249	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011	3 731 632	1 356 456	radios, équipement radar, pièces
2013	289 657		casques et tenues de protection

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES			
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	SYSTÈMES DE SOUTIEN	PIÈCE	OBSERVATIONS
ROYAUME-UNI (SUITE)				
2014		66 713	4 486	équipement d'instruction et pièces
2015			14 000	composants optiques
2016			63 541	fibres optiques
2017			25	pièces de scaphandre autonome
2018		1 558 185		équipement et tech- nologie de production
2024			915 810	logiciel de contrôle de tir
RUSSIE				
2001	1 490			armes à feu
2013		11 000		tenue de protection
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES				
2001	850			armes à feu
SINGAPOUR				
2001			2 062	pièces d'armes à feu
2006			10 303	pièces de TTB
2007			1 152	pièces de masque à gaz
2009			290 670	pièces de sonar
2010		178 927	128 739	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011		121 883	46 463	pièces de radio et de radar
2013		8 000		combinaisons pour enlèvement de bombes
2014			74 443	pièces de simulateur
2018			2	données techniques
2024		200 000		logiciels pour CME

SLOVAQUIE

2001	4 070		armes à feu
2013		39 375	combinaisons pour enlèvement de bombes

SLOVÉNIE

2001	3 347		armes à feu
------	-------	--	-------------

SRI LANKA

2013		31 500	combinaisons pour enlèvement de bombes
------	--	--------	---

SUÈDE

2001	5 494		armes à feu	
2002	21 000		pièces d'artillerie de gros calibre	
2007		1 415 911	équipement de protection contre la GC	
2009	267 952	4 139 579	canons navals, radar	
2010			1 126 696	pièces d'aéronef
2014			7 895	pièces de cibles aériennes
2015			4	données techniques

SUISSE

2001	329 428		6 662	armes à feu, pièces
2003	580			munitions de gros calibre
2006	277 982		5 184	tourelles, pièces
2009			8 326	plaquettes de circuits
2010			184 395	pièces d'aéronef
2011			27 127	pièces électroniques

TAÏWAN

2006		3 459 260		véhicules militaires non protégés
2009		1 465 102	29 616	bouées acoustiques, pièces

VALEUR EXPORTÉE (\$CAN)				
DESTINATION	SYSTÈMES			
N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	D'ARMES ET MUNITIONS	SYSTÈMES DE SOUTIEN	PIÈCE	OBSERVATIONS
TAIWAN (SUITE)				
2010			90 614	pièces d'aéronef
2011		1 431 716	35 581	radios, pièces
2014		3 120 000		simulateur
TANZANIE				
2001	1 040			armes à feu
2003	3 000			munitions
THAÏLANDE				
2001	1 030 567			armes à feu
2003	335 983		71 990	munitions et pièces
2004	956 000		958 000	roquettes et pièces
2006			908 446	pièces de TTB et de char
2007			163 051	pièces de masque à gaz
2010		5 000	297 334	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2014			63 896	pièces de simulateur
2015			24 116	équipement de vision de nuit
2018			2	données techniques
TURQUIE				
2001	2 221		310	armes à feu, pièces
2005			1 000	pièces d'équipement de conduite de tir
2006			179 710	pièces de TTB
2010			2 382 350	pièces d'aéronef
2011		3 418 000		systèmes de navigation
2013		6 120		combinaisons pour enlèvement de bombes

UKRAINE

2001	8 085		armes à feu
------	-------	--	-------------

VENEZUELA

2010		706 297	pièces d'aéronef
2013	17 389		tenue de protection

VIÊT-NAM

2001		50	pièces d'armes à feu
2011	18 800		radios

ZAMBIE

2001	3 057		armes à feu
------	-------	--	-------------

ZIMBABWE

2001	2 125		armes à feu
2010		639 400	aéronef

TOTAL	273 324 661	87 492 717	98 596 184
--------------	--------------------	-------------------	-------------------

GRAND TOTAL	459 413 562		
--------------------	--------------------	--	--

ACRONYMES

TTB	transport de troupes blindé
ASM	anti-sous-marine
GC	guerre chimique
CME	contre-mesures électroniques
VBL	véhicule blindé léger

TABLEAU 4
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR NUMÉRO D'ARTICLE DE LA LMEC
 Statistiques du 01/01/95 au 31/12/96

N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC ⁴	VALEUR DES EXPORTATIONS (\$CAN)	
	1995	1996
2001	31 458 985	29 308 160
2002	641 237	56 321
2003	7 574 130	26 481 103
2004	11 637 860	12 750 150
2005	14 613 566	8 473 920
2006	265 233 468	225 825 902
2007	3 092 883	4 760 898
2008	209 337	1 648 190
2009	16 240 231	18 694 997
2010	66 449 999	73 998 334
2011	34 875 517	27 976 919
2013	3 118 071	2 643 437
2014	4 224 074	20 501 748
2015	2 671 823	677 874
2016	2 078	63 541
2017	1 487 171	1 732 189
2018	379 825	2 500 481
2024	620 000	1 319 400
TOTAL	464 530 255	459 413 564

4 Voir l'annexe 3 pour une description du Groupe 2 (matériel de guerre).

ANNEXE 1
Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA

PAYS DE L'OTAN ⁵

PAYS DE LPDAA ⁶

Allemagne

Belgique

Canada

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Grèce

Islande

Italie

Luxembourg

Norvège

Pays-Bas

Portugal

Royaume-Uni

Turquie

Allemagne

Arabie Saoudite

Australie

Belgique

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Italie

Norvège

Pays-Bas

Royaume-Uni

Suède

5 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

6 Liste des pays désignés (armes automatiques)

ANNEXE 2

LISTE DES PAYS MEMBRES DE L'ENTENTE DE WASSENAAR (EW)

Allemagne	Japon
Argentine	Luxembourg
Australie	Norvège
Autriche	Nouvelle-Zélande
Belgique	Pays-Bas
Bulgarie	Pologne
Canada	Portugal
Corée, République de	République slovaque
Danemark	République tchèque
Espagne	Roumanie
États-Unis	Royaume-Uni
Finlande	Russie
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Ukraine
Italie	

ANNEXE 3
DESCRIPTION DU GROUPE 2
(MATÉRIEL DE GUERRE)

N^o. D'ARTICLE
DE LA LMEC DESCRIPTION

- | | |
|------|--|
| 2001 | Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires |
| 2002 | Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et composants |
| 2003 | Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002 |
| 2004 | Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composants |
| 2005 | Matériels de conduite de tir, détecteurs télémètres et matériels d'alerte et d'avertissement connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et pièces et composants |
| 2006 | Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composants et matériels connexes |
| 2007 | Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci |
| 2008 | Explosifs et combustibles y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire |
| 2009 | Navires militaires et pièces et composants spécialement conçus comme les moteurs, systèmes de navigation et équipements sonar |
| 2010 | Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et composants connexes |
| 2011 | Matériels électroniques pour l'usage militaire comme les matériels de communication et les systèmes radar |
| 2013 | Matériels blindés ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et composants associés |

**N^o. D'ARTICLE
DE LA LMEC DESCRIPTION**

- 2014 Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et accessoires
- 2015 Matériels d'imagerie ou de contremesure, y compris le matériel photographique, les matériels d'imagerie thermique, et des composants spécialement conçus
- 2016 Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006, et 2010
- 2017 Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériels de construction et matériels de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et composants
- 2018 Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC
- 2020 Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus
- 2023 Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériels de contremesure, modèles d'essai et composants spécialement conçus
- 2024 Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires comme les systèmes de commandement, contrôle, communication et collecte du renseignement et matériel spécial d'essai
- 2026 Systèmes d'armes à énergie cinétique, matériels connexes et composants spécialement conçus

DOCS

CA1
EA255
A55
1996
Copy 1

Canada



**EXPORT OF
MILITARY GOODS
FROM CANADA**

ANNUAL REPORT



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

EXPORT OF MILITARY GOODS FROM CANADA

ANNUAL REPORT 1996

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

DEC 10 1997

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

November 1997
Export Controls Division
Export and Import Controls Bureau
Department of Foreign Affairs and International Trade
Internet: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/menu.htm>

TABLE OF CONTENTS

FOREWORD	1
Arms Control and Security Policy Framework.....	1
Export Control Policy and Implementation	3
Military Export Statistics.....	5
The 1996 Annual Report	5
NOTES ON METHODOLOGY	7
TABLES AND CHARTS	8
Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Groupings and Income.....	8
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories	9
Table 2: Exports of Military Goods by Destination	10
Table 3: Exports of Military Goods by Component Categories.....	14
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Item Number	31
ANNEXES	32
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries	32
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries	33
Annex 3: Description of Export Control List Group 2 (Munitions)	34

FOREWORD

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. Indeed, it constitutes one of the three pillars of the government's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment." To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements, as well as measures to promote transparency and build confidence at the regional and global level.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations' Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, Canada believes that excessive accumulations of arms can have a destabilizing effect on both the regional security situation and global order.

Canada is working actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. This Annual Report on the Export of Military Goods from Canada has been issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for each of the past seven years, beginning with the year 1990. Since it was first published, Canada's Annual Report has been a model of detail and completeness, which we hope will serve as an example that other countries may someday match.

We were an advocate of the creation of the United Nations' Register of Conventional Arms in 1991, and a founding contributor. We have supported its continued development and expansion through our participation in the work of the Group of Governmental Experts on the United Nations' Register convened by the Secretary-General in 1994 and in 1997. Over 90 countries now regularly make annual submissions to the United Nations' Register, which records information on imports and exports under seven major categories of conventional weapons systems. In all, 136 states have submitted data for at least one of the reporting years. Canada is one of a growing number of countries that also voluntarily submit data on military holdings and procurement through national production. These data are beyond the minimum currently required by the United Nations. We are working through the Group of Experts to further strengthen the Register by encouraging other countries to join us in submitting such data, and to otherwise enhance their submission through ensuring its accuracy and completeness and the provision of any other relevant background information.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role in encouraging dialogue within regional organizations on the data submitted to the register. Our hope is that these discussions will bring understanding of the reasons underlying military procurement, build confidence and

thus promote restraint in arms spending. Such dialogue could also lead to the development of regionally based registers that respond to the specific concerns and conditions of each region, e.g., Europe, the Americas, Africa and Asia Pacific.

The challenge of dealing with conventional weapons also includes the problem of landmines. Canada has a two-track approach to this challenge.

First, we are working for a global ban on anti-personnel (AP) landmines. Beginning with our January 1996 announcement of a moratorium on the production, export and operational use (except for training purposes) of AP landmines, Canada has assumed an international leadership role in the campaign to eliminate these instruments of war and suffering. Canada has been championing an international convention banning the production, transfer, stockpiling and use of AP landmines. In less than 12 months, the international community has achieved an unprecedented goal by taking the notion of a treaty to ban landmines from concept to reality. The final text of the "Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction" was officially accepted by Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy on September 26, following a final round of negotiations in Oslo. The treaty opened for signature at a conference held in Ottawa from December 2 to 4. Over 100 countries were expected to attend and sign the treaty at that time.

Secondly, we are in the process of ratifying Protocols II & IV of the international convention that regulates the use of landmines — the Convention on Certain Conventional Weapons. This instrument will remain an important one, particularly for those countries not yet willing to sign the Ottawa Treaty.

Canada has played a leading role in securing the indefinite extension of the Nuclear Non-proliferation Treaty. Canada is lobbying other countries hard to persuade them to ratify the Comprehensive Test Ban Treaty, so that it may soon enter into force. Canada, having ratified the Chemical Weapons Convention in September 1995, has now established within DFAIT its National Authority to serve as the focal point for effective liaison with the Convention's international secretariat in The Hague.

Canada is also concerned that excessive military spending in developing countries may reduce scarce public resources available for basic human needs. However, Canada cannot be effective if it acts alone. We are, therefore, working to address this issue in multilateral institutions with like-minded countries and development partners. In March 1997, Canada co-sponsored and hosted with the Development Assistance Committee of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), a symposium of experts from developing and donor countries, international financial institutions and the United Nations on the subject of military expenditures in developing countries. The symposium identified some key areas for further multilateral activity on this complex issue.

Canada is looking at ways to address the proliferation of small arms, which undermines the security and development efforts of many developing countries. Canada imposes strict controls over the export of firearms, particularly for automatic weapons, which can be exported only to a small group of countries with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCCL), are listed in Annex 1.

Canada has also been active in several fora, including: the United Nations, the Organization of American States (OAS) and the P-8 (the group of eight countries that participate in the annual Economic Summit) to promote international initiatives aimed at addressing aspects of this problem. These initiatives include: seconding an expert to the United Nations' Panel of Governmental Experts on Small Arms, which is examining the problem of disarming combatants after hostilities have ended (see DFAIT's January 1997 study *Light Weapons and Micro-Disarmament*); working actively to put in place an effective and enforceable OAS convention on the illicit trafficking in small arms; and chairing the OAS-led effort to develop model import/export regulations for small arms transfers.

Canada is also seeking to promote greater transparency and responsibility among supplying countries with regard to the trade in conventional arms. The focal point for such activity is the Wassenaar Arrangement, formed by the participating countries in 1996, which seeks to ensure regional and international peace and security by preventing destabilizing accumulations of conventional weapons and dual use equipment. Canada was a founding member of this group, which currently includes some 33 countries.

Export Control Policy and Implementation

The control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. Canada uses the definition of a "military good," as it is obliged by international agreement to do, from the International Munitions List. This list was developed and is routinely maintained and updated by the Wassenaar Arrangement, of which Canada is a part. Canada has adopted this list as its official control list, contained in Canadian law in the *Export Control List* (ECL) as Group 2 (Munitions). It lists goods that are "specifically designed or modified for military use." Primarily civilian goods that may be sold to military end-users (such as boots or tires) were not included by Wassenaar (and by extension, Canada), though strategically important types are contained in the ECL Group 1 (Dual Use). The Munitions list includes exports of goods meeting the Wassenaar definition, such as target pistols, hunting rifles or ruggedized radios, regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries, which:

- a) pose a threat to Canada and its allies;
- b) are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) are under United Nations Security Council sanctions; and
- d) have governments that have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

With the exception of exports to the United States, permits are required for the export of military goods and technology to all destinations. The approval of the Minister of Foreign Affairs is required for the export of all offensive military goods and technology, unless they are destined to a North Atlantic Treaty Organization (NATO) ally or to a small group of specified like-minded countries. In the case of non-offensive military goods and technology, the Minister is also consulted, if any of the above-mentioned conditions apply. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, military and industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence, with Industry Canada, and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability, including civil conflict, and the human rights situation, including trends (i.e. are there signs of improvement or is the situation deteriorating?).

In considering export permit applications, careful attention is paid to a number of considerations. For example, in June 1996, the Minister of Foreign Affairs, the Honourable Lloyd Axworthy, instructed the Department to:

- do more rigorous analyses of security issues and threats of hostilities, fully considering: regional stability and security relationships; relations between neighbouring states; and internal conflicts such as civil wars;
- give a stricter interpretation of the human rights criteria, including increased requirements for end-use assurances to minimize the risk that Canadian equipment would fall into the hands of those that might use it to abuse human rights; and
- apply even stricter controls where firearms are concerned, including examining the gun control-laws and practices in recipient countries to satisfy ourselves that Canadian firearms would not slip into the illegal arms trade, or fuel local lawlessness or violence.

Military Export Statistics

The statistics on military exports in the following tables are obtained from quarterly reports filed by exporters on the actual shipments they have made against permits issued under the *Export and Import Permits Act* (EIPA). These reports list the country of destination and a description of the goods and their value. Further information from the original permit application, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. This information is protected to ensure compliance with reporting requirements. With support from the exporting community, however, this year this report has been expanded to describe the uses and generic types of goods involved.

Since the integration of the North American defence industry in World War II, it has been long-standing policy, as noted above, that permits are not required for the export of Group 2 items to the United States. Statistics on military exports to that country are therefore not readily available, and cannot be included in this report. Some data on exports to the U.S. armed forces are, however, gathered, and the prospects for gathering other data for information and monitoring purposes are being evaluated.

Statistics on Canadian military exports available from other sources, such as Statistics Canada, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil certified aircraft or other civilian equipment sold to military end-users. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and since each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison can be drawn between the data from these two sources.

As for statistics on worldwide military trade, the internationally recognized standard is the annual *United Nations' Register of Conventional Arms*. It is the only comprehensive data source for international military trade. According to the United Nations' Register, Canada accounts for less than one percent of the world arms market. In fact, Canadian military exports are, in most respects, dominated by parts and components and by a wide array of non-lethal systems such as radar systems, aircraft simulators and software designed for military use.

The 1996 Annual Report

Over the past year, an internal assessment of our military export policy has been under way. One of its conclusions is that there is a need for greater transparency on how the process for evaluating permit applications works. It also concluded that more information on military exports should be provided in the Annual Report. As a result, the 1996 Report has undergone a major revision. Its new format reflects improvements that DFAIT is making in how it presents information about military exports, following extensive consultations within government and among external stakeholders. The present format offers more detail than in past years, and therefore a clearer picture of

Canada's defence trade, yet protects sensitive commercial information entrusted to DFAIT on specific transactions in a highly competitive market.

In Table 3, each ECL category has now been subdivided into three subcategories: complete weapons systems, firearms and ammunition; support systems; and parts and components. The weapons systems category includes such items as light armoured vehicles (LAVs) or artillery ammunition, as well as firearms; the support-systems category embraces a wide variety of non-lethal support equipment, such as simulators, sonobouys, radar sets and radios; while the last category comprises all replacement parts and components for the other two categories. A new column gives a short summary description of the goods.

Otherwise, the layout of the tables and annexes follows the pattern of previous years: Table 1 lists the export of military goods by destination according to security groupings and income. Table 2 illustrates the export of military goods by destination with comparative figures for 1995. Table 3 shows the kinds of military goods exported to each country. Table 4 displays the global value exported for each ECL category. NATO and AFCCL countries are listed in Annex 1. Annex 2 lists the present members of the Wassenaar Arrangement. Descriptions of the ECL categories referred to in this report are provided in Annex 3.

The 1996 Annual Report includes the following noteworthy elements. Exports of military goods amounted to some \$459 million in 1996, down slightly from the adjusted figure (due to late reporting) of \$463 million exported in 1995. As in previous years, NATO and the AFCCL countries accounted for the major share — this year, 81.5 percent — of Canada's military exports. All other countries comprised 18.5 percent, a larger share than in 1995. High-income countries, based on the per-capita share of their gross national product (GNP), accounted for 85.5 percent of military sales, while only 1.7 percent went to low-income countries.

Canada's military-export totals are modest by world standards, in a sector that trades very large-scale items. Individual transactions, therefore, may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another are often the effect of one or two large contracts. For example, the decrease in totals to Australia, Korea and Malaysia this year reflected the sale of a few big items in 1995, while the higher totals for Britain, Denmark, the Netherlands and Saudi Arabia reflect sales finally concluded in 1996. It is important, therefore, to consider the pattern of trade over a period of years rather than to draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next. In 1996, fully 44 percent of all reported exports involved two contracts for LAVs to Australia and Saudi Arabia. These two sales accounted for 75 percent of all transfers in the "weapons systems" columns of Table 3.

Even before the revisions to the format, Canada's Annual Report set the international standard in transparency in reporting military exports. We believe the revisions will provide a clearer understanding of the nature of Canada's military exports.

NOTES ON METHODOLOGY

The statistics in this Seventh Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

1. As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over one half of Canada's exports of military goods and technology.
2. The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to submit this information on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information. Permit holders are now required to report against each individual permit, which allows a much higher rate of data capture than in past years.
3. "Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised, and use internationally accepted terminology to provide greater detail for the reader.
4. Figures reflect information received as of the date of this Report; late entries will be reflected in future editions. For example, the totals for 1995 have been revised to reflect additional information received since publication of the 1995 Annual Report.

TABLE 1
EXPORTS OF MILITARY GOODS BY DESTINATION
ACCORDING TO SECURITY GROUPINGS AND INCOME

Export Period 01/01/96 – 31/12/96

DESTINATION ¹	VALUE EXPORTED (C\$)	
	1996	%
NATO (except U.S.) ²	140 508 848	30.58
AFCCL (except NATO & U.S.)	233 834 216	50.90
Others	85 070 500	18.52
TOTAL	459 413 564	100.00
High-income Countries ³ (per-capita GNP over \$6000)	392 575 551	85.45
Middle-income Countries ³ (per-capita GNP \$650 - \$6000)	58 911 621	12.82
Low-income Countries ³ (per-capita GNP below \$650)	7 926 392	1.73
TOTAL	459 413 564	100.00

1 A list of NATO and AFCCL countries is presented in Annex 1.

2 Permits are not required for exports of Group 2 (Munitions) to the United States.

3 Statistics and categories are based on the United Nations Development Program (UNDP) Human Development Report 1994.

CHART 1
EXPORTS OF MILITARY GOODS BY DESTINATION CATEGORIES

Export Period 01/01/96 – 31/12/96

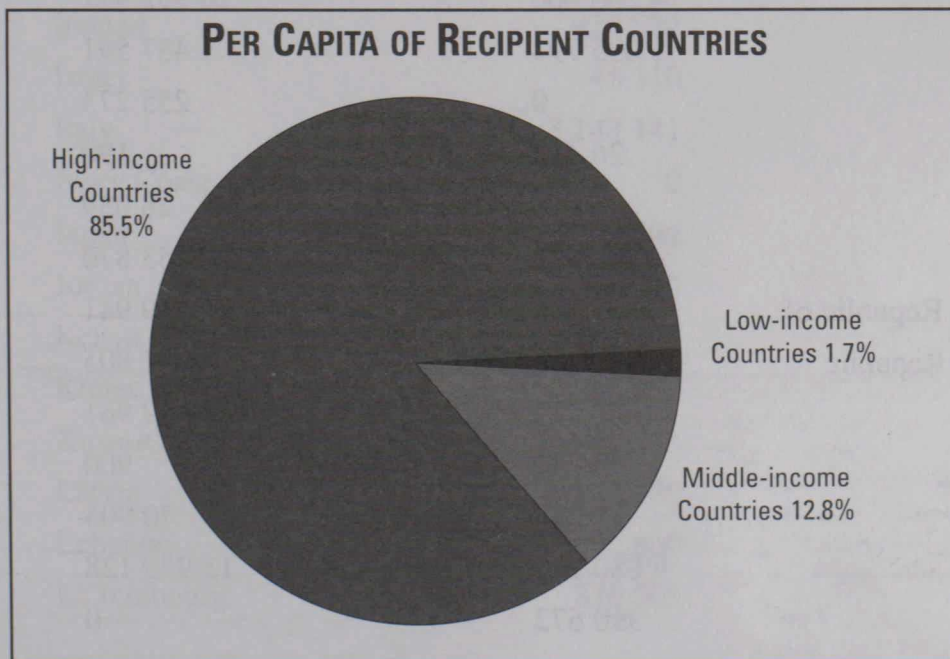
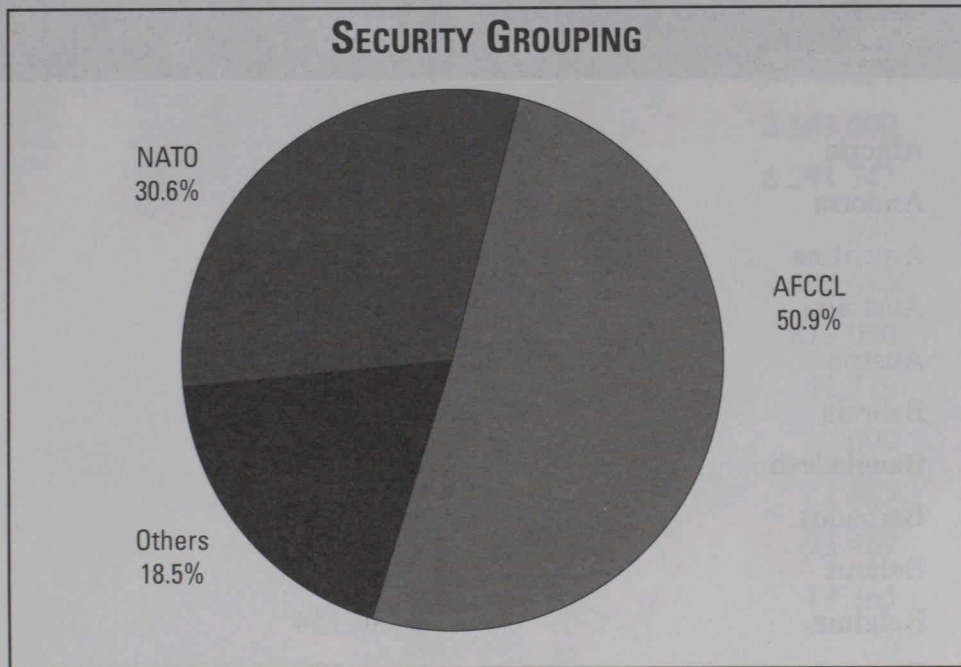


TABLE 2
EXPORTS OF MILITARY GOODS BY DESTINATION

Export Period 01/01/95 – 31/12/96

	VALUE EXPORTED (C\$)	
	1995	1996
Algeria	0	45 442
Andorra	27 760	2 694
Argentina	274 120	9 598
Australia	100 211 359	31 545 720
Austria	142 452	1 002 768
Bahrain	184	25 928
Bangladesh	1 389 665	81 810
Barbados	0	700
Belarus	16 177	0
Belgium	4 486 154	4 377 008
Bermuda	386	50 000
Bolivia	0	79 908
Botswana	4 280 000	20 952 471
Brazil	1 035 794	1 437 591
Brunei	0	255 273
Bulgaria	26 414	190
Burkina Faso	0	28 059
Chile	201 642	753 870
China, People's Republic of	7 316	149 941
Central African Republic	0	1 805
Costa Rica	66 113	19 961
Cyprus	0	900
Czech Republic	92 884	70 905
Denmark	9 080 962	13 970 128
Ecuador	390 672	0

VALUE EXPORTED (C\$)

	1995	1996
Egypt	767 130	785 161
Estonia	7 561	5 350
Ethiopia	30 335	40 786
Fiji	0	4 137
Finland	703 133	2 563 600
France	12 553 689	8 291 743
Gabon	0	534
Germany	15 318 168	9 600 675
Greece	1 340 420	879 050
Greenland	115 315	11 779
Guadeloupe	0	600
Guyana	1 349	2 625
Hong Kong	95 994	73 469
Hungary	549	19 365
Iceland	359	0
India	883 715	2 440 177
Indonesia	0	1 658 426
Ireland	927 572	368 668
Israel	45 110	510 733
Italy	3 143 141	3 906 637
Ivory Coast	0	200
Japan	2 682 594	1 492 819
Jordan	1 098 919	1 160 184
Kenya	142 293	82 848
Korea, Republic of	12 236 460	4 599 463
Kuwait	16 945	542 325
Latvia	3 780	0
Lebanon	600	1 177
Luxembourg	810 505	2 914 000

VALUE EXPORTED (C\$)

	1995	1996
Macau	1 750	1 560
Madagascar	0	200
Malaysia	24 711 401	18 231 512
Mexico	55 573	304 818
Morocco	37 836	232 400
Namibia	0	3 248
Netherlands	29 171 361	31 041 709
New Zealand	740 413	137 533
Norway	9 310 210	12 414 397
Oman	1 627 150	896 488
Pakistan	3 498 789	2 569 082
Paraguay	57 848	360 678
Peru	217 000	9 979
Philippines	447 999	2 940 826
Poland	3 768	8 684
Portugal	2 132 926	2 443 955
Romania	599	2 810
Russia	86 370	12 490
Saint Vincent and the Grenadines	0	850
Saudi Arabia	168 914 939	195 303 965
Singapore	1 041 832	1 062 644
Slovakia	54 750	43 445
Slovenia	0	3 347
South Africa	813 807	180 123
Spain	7 068 051	574 314
Sri Lanka	169 860	31 500
Sweden	6 421 419	6 984 531
Switzerland	440 043	839 684

VALUE EXPORTED (C\$)

	1995	1996
Taiwan	3 951 611	9 631 889
Tanzania	1 987	4 040
Thailand	1 946 039	4 814 385
Tunisia	65 548	0
Turkey	2 380 334	5 989 711
Ukraine	3 500	8 085
United Arab Emirates	538 142	24 504
United Kingdom	22 561 346	44 097 859
Uruguay	65 164	0
Venezuela	366 342	723 686
Viet Nam	0	18 850
Zaire	750	0
Zambia	8 258	3 057
Zimbabwe	959 850	641 525
TOTAL	464 530 255	459 413 564

TABLE 3
EXPORTS OF MILITARY GOODS BY COMPONENT CATEGORIES
 Export Period 01/01/96 - 31/12/96

DESTINATION ECL NUMBER	VALUE EXPORTED (C\$)			COMMENTS
	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	
ALGERIA				
2014			45 442	simulator parts
ANDORRA				
2001	2 694			firearms
ARGENTINA				
2001	7 674		1 924	firearms & parts
AUSTRALIA				
2001	264 993		17 125	firearms & parts
2003	21 550			ammunition
2004			9 800	rocket parts
2006	27 055 105		1 023 307	LAVs, parts
2009			279 580	ship & sonar parts
2010			1 229 858	aircraft & helicopter parts
2011		886 285	380 853	AS equipment & parts; radio parts
2013		67 693		bomb-disposal suits
2014			222 835	simulator parts
2018			33 146	AS technology
2024			53 590	radar software
AUSTRIA				
2001	68 249		3 263	firearms
2003	820 000			ammunition
2007		111 256		CW protection equipment

BAHRAIN

2010		19 704	aircraft parts
2011		6 224	radar parts

BANGLADESH

2001	600		firearms
2009		18 160	ship sonar parts
2011		63 050	sonar parts

BARBADOS

2001	700		firearms
------	-----	--	----------

BELGIUM

2001	96 077	40 175	firearms & parts
2003	2 210 601		ammunition
2005		7 846	fire-control equipment
2008		2 193	propellant
2010		1 171 286	aircraft & helicopter parts
2011		658 746	radar parts
2013	119 516		bomb-disposal suits
2014		70 538	simulator parts
2017		30	scuba parts

BERMUDA

2007		50 000	gas-mask parts
------	--	--------	----------------

BOLIVIA

2010		79 908	aircraft parts
------	--	--------	----------------

BOTSWANA

2010	20 952 471		aircraft
------	------------	--	----------

BRAZIL

2003		200	ammunition parts
2010		1 437 391	aircraft & helicopter parts

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
BRUNEI				
2010			255 273	aircraft parts
BULGARIA				
2001	190			firearms
BURKINA FASO				
2001	28 059			firearms, ammunition
CHILE				
2001	19 901		1 057	firearms
2010			541 952	aircraft parts
2014		190 960		aerial targets
CHINA, PEOPLE'S REPUBLIC OF				
2011			149 939	radar parts
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC				
2001	1 805			firearms
COSTA RICA				
2001	19 413		548	firearms & parts
CYPRUS				
2001	900			firearms
CZECH REPUBLIC				
2001	22 100			firearms
2010			3 216	aircraft parts
2013		45 589		bomb-disposal suits

DENMARK

2001	1 226 097	4 542 764	firearms & parts
2003	3 711 407	1 134 518	large-calibre ammunition & parts
2006		28 690	APC & tank parts
2007		1 350 009	gas-mask parts
2008		150	propellant samples
2009		88 381	circuit boards, ship sonar parts
2010		469 959	aircraft parts
2011	900 000	512 155	sonars & parts
2013		6 000	body-armour parts

EGYPT

2003		30 450	large ammunition parts
2006		14 756	aircraft ground equipment parts
2010		732 541	aircraft parts
2013	7 414		bomb-disposal suits

ESTONIA

2001	5 350		firearms
------	-------	--	----------

ETHIOPIA

2010		40 786	aircraft parts
------	--	--------	----------------

FIJI

2003	4 137		ammunition
------	-------	--	------------

FINLAND

2001	17 540	1 512	firearms & parts
2010		2 186 575	aircraft parts
2011		334 348	avionics
2013	23 625		bomb-disposal suits

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
FRANCE				
2001	187 075			firearms
2003	1 928 114			ammunition
2004			1 321 674	drone parts
2005			94 712	sensor parts
2008			44 462	propellant
2009		3 025 778		underwater detection equipment
2010			186 376	aircraft parts
2011			1 209 982	ship & aircraft electronic parts
2013		54 138		bomb-disposal suits
2015			239 432	night-vision parts
GABON				
2001	458		37	firearms parts
2003	39			ammunition
GERMANY				
2001	1 759 876		54 039	firearms & parts
2003	71 744			ammunition
2005		556 443	6 638	fire-control system & parts
2006			86 258	tracked vehicle parts
2009		2 666		underwater detection equipment
2010		954 427	384 734	data recorders, aviation related equipment, aircraft parts
2011		2 257 758	699 392	electronic equipment & parts
2013		30 303		bomb-disposal suits
2014			2 736 397	simulator spares

GREECE

2001	14 427		firearms	
2006		31 739	APC parts	
2008	10 675		explosives	
2010		135 500	43 832	aircraft computer & parts
2011			389 390	electronic equipment & parts
2013		63 486		bomb-disposal suits
2015		190 000		night-vision equipment

GREENLAND

2001	9 261		firearms	
2003	1 880		ammunition	
2011			638	radar parts

GUADELOUPE

2001	600		firearms
------	-----	--	----------

GUYANA

2001	2 625		firearms
------	-------	--	----------

HONG KONG

2001	73 369		firearms & ammunition
2003	100		ammunition

HUNGARY

2001	1 765		firearms
2013		17 600	body-armour

INDIA

2001	1 000		firearms
2009		1 813 127	ship for scrap; sonars
2013		606 050	bomb-disposal suits
2017		20 000	ECM system

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
INDONESIA				
2010		1 658 426		aviation-related equipment, aircraft parts
IRELAND				
2011		339 520		radar systems
2013		29 148		bomb-disposal suits
ISRAEL				
2001	3 950			firearms
2003	1 406			ammunition
2006			2 662	APC parts
2009		12 519	37 725	naval sensors & parts
2010			452 471	aircraft parts
ITALY				
2001	388 949			firearms
2002			18 000	circuit board
2005			292 205	naval gun parts
2006		250 000		radar system
2009		427 184		sonobuoys
2010			752 528	aircraft parts
2011		842 349	529 575	radio equipment & parts
2014		325 000	80 847	simulator & parts
IVORY COAST				
2001	200			firearms

JAPAN

2003	109 320	876 044	large-calibre ammunition	
2005		54 171	fire-control parts	
2009		626	sonobuoy parts	
2010		122 382	8 155	aircraft equipment & parts
2011		93 654	24 284	navigation equipment & parts
2013		36 618	bomb-disposal suits	
2014			17 540	sensor parts
2017			25	scuba parts
2024		150 000	video software	

JORDAN

2006			1 583	aircraft ground equipment parts
2010			248 908	aircraft parts
2011			550	air tank parts
2018		909 143	aircraft software	

KENYA

2010			82 848	aircraft parts
------	--	--	--------	----------------

KOREA, REPUBLIC OF

2005			1 831 466	fire-control parts
2006			338 745	tank parts
2009		97 412		monitoring system for ship
2010		16 000	177 696	aviation-related equipment, aircraft parts
2011		1 409 373	14 247	environmental control system, radios & aircraft parts
2013		701 523		body-armour
2015		13 000		night-vision equipment

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION	WEAPONS	SUPPORT		
ECL NUMBER	SYSTEMS	SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
	& MUNITIONS			
KUWAIT				
2003	24 300			ammunition
2007			7 960	gas-mask parts
2010			121 835	aircraft parts
2011		388 230		radios
LEBANON				
2010			1 177	aircraft parts
LUXEMBOURG				
2001	52 862		69 056	firearms & parts
2006		147 100	220 650	APC parts
2010			2 122 520	aircraft parts
2011		301 812		antenna units
MACAU				
2003	1 560			ammunition
MADAGASCAR				
2001	200			firearms
MALAYSIA				
2004	488 580			rockets
2010			9 466 494	aircraft parts
2011			144 039	electronic parts
2014		8 132 397		simulators
2018			2	technical data
MEXICO				
2003	299 927			ammunition
2007			4 891	gas-mask parts

MOROCCO

2014		232 400	simulator parts
------	--	---------	-----------------

NAMIBIA

2001	3 152	96	firearms & parts
------	-------	----	------------------

NETHERLANDS

2001	13 378 957	4 633 121	firearms & parts
2002	14 341		grenade-launchers
2003	5 789 989	120	large-calibre ammunition & parts
2004		69 254	missile-launcher parts
2005	112 450	3 959 786	radar systems, fire- control systems, parts
2006	27 426		compressors
2007		1 527 068	gas-mask parts
2008		82 060	propellants
2010		437 091	aircraft parts
2011	1 200	2 666	ECM system & parts
2014	793 547	15 311	training equipment & parts
2015	197 322		thermal imagers

NEW ZEALAND

2001	16 405	1 224	firearms & parts
2003	1 620		large-calibre ammunition
2005		6 960	parts for fire-control equipment
2010		54 556	aircraft parts
2011	26 560		airspeed computer, voltage regulators
2013	30 050		bomb-disposal suits
2017		158	scuba parts

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
NORWAY				
2001	93 780		1 339	firearms & parts
2003	1 390 727		248 659	ammunition & parts
2004	36 200		2 980	rockets & parts
2006			31 706	APC parts
2007			129 600	gas-mask parts
2009		1 081 157		sonobuoys
2010			7 685 448	aircraft parts
2014			850	training equipment
2017		1 711 951		scuba equipment
OMAN				
2003	11 163			ammunition
2010			885 324	aviation-related parts
2018			1	technical data
PAKISTAN				
2001			115	firearm parts
2005		951 855		fire-control system
2011		1 617 112		radios
PARAGUAY				
2013		360 678		body-armour, helmets
PERU				
2013		9 979		body-armour
PHILIPPINES				
2001	143 454			firearms
2003			428 722	large-calibre ammunition parts
2008			1 508 650	propellants
2010			860 000	aircraft parts

POLAND

2001	460		firearms
2013		8 224	bomb-disposal suits

PORTUGAL

2001	17 043		firearms
2004	1 575 800	28 890	rockets & parts
2009	459 000		sonobuoys
2010	34 460		radio beacons
2011	314 624	5 248	sonars & doppler equipment parts
2013		8 890	bomb-disposal suits

ROMANIA

2001	2 810		firearms
------	-------	--	----------

RUSSIA

2001	1 490		firearms
2013		11 000	body-armour

SAINT VINCENT AND THE GRENADINES

2001	850		firearms
------	-----	--	----------

SAUDI ARABIA

2001	2 510		firearms
2003	699		large-calibre ammunition
2006	175 203 476	3 509 807	LAVs & parts
2010		9 151 547	aircraft parts
2011		3 135 676	radios
2014		4 294 663	5 587 targets, parts

VALUE EXPORTED (C\$)

DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
SINGAPORE				
2001			2 062	firearm parts
2006			10 303	APC parts
2007			1 152	gas-mask parts
2009			290 670	sonar parts
2010		178 927	128 739	aviation-related equipment, aircraft parts
2011		121 883	46 463	radios & radar parts
2013		8 000		bomb-disposal suit
2014			74 443	simulator parts
2018			2	technical data
2024		200 000		ECM software
SLOVAKIA				
2001	4 070			firearms
2013		39 375		bomb-disposal suits
SLOVENIA				
2001	3 347			firearms
SOUTH AFRICA				
2001	178 623			firearms & parts
2004	1 500			rockets & parts
SPAIN				
2001	12 348			firearms
2006			45 636	tank parts
2010			352 678	aircraft parts
2011			149 782	radar parts
2013		13 870		body-armour

SRI LANKA

2013		31 500	bomb-disposal suits
------	--	--------	---------------------

SWEDEN

2001	5 494		firearms
2002	21 000		large-calibre guns
2007		1 415 911	CW protection equipment
2009	267 952	4 139 579	naval guns, radar
2010		1 126 696	aircraft parts
2014		7 895	aerial target parts
2015		4	technical data

SWITZERLAND

2001	329 428	6 662	firearms, parts
2003	580		large-calibre ammunition
2006	277 982	5 184	turrets, parts
2009		8 326	circuit boards
2010		184 395	aircraft parts
2011		27 127	electronic parts

TAIWAN

2006	3 459 260		soft-skinned vehicles
2009	1 465 102	29 616	sonobuoys, parts
2010		90 614	aircraft parts
2011	1 431 716	35 581	radios, parts
2014	3 120 000		simulator

TANZANIA

2001	1 040		firearms
2003	3 000		ammunition

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
THAILAND				
2001	1 030 567			firearms
2003	335 983		71 990	ammunition & parts
2004	956 000		958 000	rockets & parts
2006			908 446	APC & tank parts
2007			163 051	gas-mask parts
2010		5 000	297 334	aviation-related equipment, aircraft parts
2014			63 896	simulator parts
2015			24 116	night-vision equipment
2018			2	technical data
TURKEY				
2001	2 221		310	firearms, parts
2005			1 000	fire-control equipment parts
2006			179 710	APC parts
2010			2 382 350	aircraft parts
2011		3 418 000		navigation systems
2013		6 120		bomb-disposal suit
UKRAINE				
2001	8 085			firearms
UNITED ARAB EMIRATES				
2001	24 444			firearms
2003	60			ammunition

UNITED KINGDOM

2001	387 449		firearms
2003	5 542 688	1 407 845	large-calibre ammunition & components
2004	4 248 817	3 055 110	rockets & parts
2005		583 388 15 000	optics
2006		12 931 271 35 100	fire-control system
2009		4 024 028 1 126 409	underwater detection system, ship parts
2010		2 740 249	aircraft & helicopter parts
2011		3 731 632 1 356 456	radios, radar equipment & parts
2013		289 657	helmets & body armour
2014		66 713 4 486	training equipment & parts
2015		14 000	optical components
2016		63 541	fibre optics
2017		25	scuba parts
2018		1 558 185	production equipment & technology
2024		915 810	fire-control software

VENEZUELA

2010		706 297	aircraft parts
2013		17 389	body-armour

VIETNAM

2001		50	firearm parts
2011		18 800	radios

VALUE EXPORTED (C\$)				
DESTINATION ECL NUMBER	WEAPONS SYSTEMS & MUNITIONS	SUPPORT SYSTEMS	PARTS	COMMENTS
ZAMBIA				
2001	3 057			firearms
ZIMBABWE				
2001	2 125			firearms
2010		639 400		aircraft
TOTALS	273 324 661	87 492 717	98 596 184	
GRAND TOTAL			459 413 562	

ABBREVIATIONS

APC	armoured personnel carrier
AS	anti-submarine
CW	chemical warfare
ECM	electronic countermeasures
LAV	light armoured vehicle

TABLE 4
EXPORTS OF MILITARY GOODS BY EXPORT CONTROL LIST ITEM NUMBER
 Export Period 01/01/95 – 31/12/96

ECL CODE ⁴	TOTAL VALUE (C\$)	
	1995	1996
2001	31 458 985	29 308 160
2002	641 237	56 321
2003	7 574 130	26 481 103
2004	11 637 860	12 750 150
2005	14 613 566	8 473 920
2006	265 233 468	225 825 902
2007	3 092 883	4 760 898
2008	209 337	1 648 190
2009	16 240 231	18 694 997
2010	66 449 999	73 998 334
2011	34 875 517	27 976 919
2013	3 118 071	2 643 437
2014	4 224 074	20 501 748
2015	2 671 823	677 874
2016	2 078	63 541
2017	1 487 171	1 732 189
2018	379 825	2 500 481
2024	620 000	1 319 400
TOTAL	464 530 255	459 413 564

⁴ See Annex 3 for a description of Group 2 (Munitions).

ANNEX 1
LIST OF NATO AND AFCCL COUNTRIES

NATO COUNTRIES ⁵	AFCCL COUNTRIES ⁶
------------------------------------	-------------------------------------

Belgium
Canada
Denmark
France
Germany
Greece
Iceland
Italy
Luxembourg
Netherlands
Norway
Portugal
Spain
Turkey
United Kingdom
United States

Australia
Belgium
Denmark
France
Germany
Italy
Netherlands
Norway
Saudi Arabia
Spain
Sweden
United Kingdom
United States

5 North Atlantic Treaty Organization

6 Automatic Firearms Country Control List

ANNEX 2

LIST OF WASSENAAR ARRANGEMENT COUNTRIES

Argentina	Luxembourg
Australia	Netherlands
Austria	New Zealand
Belgium	Norway
Bulgaria	Poland
Canada	Portugal
Czech Republic	Romania
Denmark	Russia
Finland	Slovakia
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Hungary	Turkey
Ireland	Ukraine
Italy	United Kingdom
Japan	United States
Korea, Republic of	

ANNEX 3
DESCRIPTION OF EXPORT CONTROL LIST
GROUP 2 (MUNITIONS)

ECL Item No.	Description
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large-calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire-control radars, range finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles such as armoured personnel carriers and military transport trucks, related equipment and components.
2007	Equipment and components such as masks and protective clothing for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems
2013	Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb-disposal suits and associated components.

ECL**Item No.****Description**

- 2014 Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
- 2015 Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
- 2016 Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
- 2017 Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
- 2018 Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
- 2020 Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
- 2023 Directed-energy weapons systems, countermeasure equipment, test models and specially designed components.
- 2024 Software specially designed for military applications, such as in command-control communications and intelligence systems and special test equipment.
- 2026 Kinetic energy weapon systems, related equipment, and specially designed components.

